Cela est à l’image d’une vie politique qui s’est hystérisée au fil des années pour en arriver à un seul sentiment : la haine.

Une décision POLITIQUE !

Dès lors, il y a les POUR ou CONTRE Cyril Hanouna, il faut prendre position et certains n’hésitent pas à railler l’animateur de C8, traiter de « populiste », la nouvelle insulte à la mode après celles de « fasciste », « islamophobe », « complotiste »… Autant de mots qui mettent ipso facto un terme à toute discussion. Pour le politiquement correct de la gauche bien-pensante, C8 et Hanouna a été condamné et il faut donc l’interdire ! Alors que si on n’aime pas le style de l’animateur le plus populaire des Français, il suffisait de changer de chaîne ou d’éteindre le poste… Alors, oui, n’en déplaise à certains pseudo-experts comme François Jost, c’est une décision POLITIQUE ! Le système qui existe bel et bien ne voulait plus de Cyril Hanouna. Le fera-t-il taire ? Bien sûr que non !

400 personnes au chômage…

L’animateur rebondira sur d’autres chaînes, sur d’autres antennes, dans d’autres rédactions. Il n’aura que l’embarras du choix des propositions. Mais les 400 personnes qui travaillaient à C8, elles, seront bien au chômage… D’après les dires de journalistes du JDD et de CNews, certains « petits hommes gris » de l’ARCOM, des petites mains, auraient émis ces propos : « Les 400 potes de Cyril Hanouna, on n’en a rien à foutre ! On nous a demandé de le virer, on a fait notre travail. Il fallait se payer le groupe Bolloré ! ». Trois personnes confirment ces dires. L’ARCOM a immédiatement réagi en assurant que « ce n’est pas des membres de notre conseil ». Bien. Mais sont-ils des administratifs qui ont mis en place les décisions politiciennes du dit conseil de cette soi-disant Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique ?

La fin de C8 : « Un scandale d’Etat ! »

Les réactions politiques n’ont pas tardé surtout à droite, de Bruno Retailleau à Laurent Wauquiez en passant Jordan Bardella, Marine Le Pen et par Eric Ciotti qui a parlé de « scandale d’Etat ». Quand un pouvoir a peur et qu’il réagit par l’interdiction, alors, oui, comme le dit certains politiques cités, « nous ne sommes plus en démocratie »… C8 parlait au peuple qui quand il n’est pas dans le camp du bien, du politiquement correct, de la gauche bien-pensante, n’est plus tolérable et devient méprisable. Ces élites si déconnectées de la réalité du terrain et du pays sont en train de creuser la tombe de leur disparition prochaine. Paris n’est pas le pays tout entier…

1200 agences pour plus de 90 milliards d’€

Toujours selon Eric Ciotti, il y en aurait 1200 en France pour un coût budgétaire de plus de 90 milliards d’€… Et au lieu d’interdire C8, « il faudrait mieux dissoudre l’ARCOM qui coûte au contribuable plus de 50 millions d’€ par an ». Contrairement à ce pauvre François Jost, on n’oubliera pas C8 comme on a oublié la Cinq, car ce n’est pas du tout le même processus. Avec C8, on parle de censure et cela n’est pas tolérable en démocratie comme l’a si bien rappelé aux Européens, JB Vance, le vice-président Américain de passage en Europe… La disparition de C8, la première chaîne de la TNT, aura des répercussions dans les urnes, le pari est pris…

Pascal Gaymard

Partager :

- Twitter
- Facebook
- LinkedIn

Prénom ou nom complet
Email
☐ En continuant, vous acceptez la politique de confidentialité
S'abonner à la newsletter